

Ville de Saint-Zotique

Rapport financier consolidé

31 décembre 2024

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Saint-Zotique | 71025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jessica Leroux, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Zotique pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 4 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Saint-Zotique**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Saint-Zotique** et de ses organismes contrôlés et partenariats (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Saint-Zotique** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Saint-Zotique** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider du groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener du groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 4 juin 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no.A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	12 920 000	13 182 694	11 852 333
Compensations tenant lieu de taxes	2	218 800	173 888	176 615
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 317 000	2 518 916	2 562 462
Services rendus	5	1 662 300	1 730 463	1 491 175
Imposition de droits	6	1 731 800	1 768 891	1 566 366
Amendes et pénalités	7	50 050	24 831	59 064
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	240 100	409 660	402 560
Autres revenus	10	113 200	593 967	434 127
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 253 250	20 403 310	18 544 702
Charges				
Administration générale	14	2 398 881	2 182 704	1 987 780
Sécurité publique	15	2 597 152	2 717 139	2 472 713
Transport	16	3 145 116	3 185 688	4 714 608
Hygiène du milieu	17	4 428 559	4 258 082	4 946 498
Santé et bien-être	18	52 200	52 169	49 695
Aménagement, urbanisme et développement	19	773 864	886 125	779 472
Loisirs et culture	20	3 537 078	3 687 229	3 210 367
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	810 200	780 961	614 753
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 743 050	17 750 097	18 775 886
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 510 200	2 653 213	(231 184)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		33 376 071	33 607 255
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		33 376 071	33 607 255
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		36 029 284	33 376 071

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 428 792	2 794 641
Débiteurs (note 5)	2	10 403 278	10 392 206
Prêts (note 6)	3	87 291	78 471
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	13 919 361	13 265 318
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 907 980	2 791 627
Revenus reportés (note 11)	12	1 132 616	333 657
Dette à long terme (note 12)	13	25 023 492	24 489 157
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	65 909	64 402
	16	29 129 997	27 678 843
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(15 210 636)	(14 413 525)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	50 652 699	47 049 388
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		196 510
Stocks de fournitures	20	344 643	356 925
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	242 578	186 773
	23	51 239 920	47 789 596
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	36 029 284	33 376 071
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	36 029 284	33 376 071
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	36 029 284	33 376 071

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 510 200	2 653 213	(231 184)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	12 821 600)(	6 635 942)(	6 782 509)
Produit de cession	3		728	376
Amortissement	4	2 736 100	3 026 969	2 883 747
(Gain) perte sur cession	5		4 934	497 718
Réduction de valeur / Reclassement	6			196 510
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(10 085 500)	(3 603 311)	(3 204 158)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		196 510	(196 510)
Variation des stocks de fournitures	10		12 282	(38 313)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(55 805)	(2 719)
	13		152 987	(237 542)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(8 575 300)	(797 111)	(3 672 884)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(14 413 525)	(10 740 641)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(14 413 525)	(10 740 641)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(15 210 636)	(14 413 525)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 653 213	(231 184)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 026 969	2 883 747
Autres			
▪ Perte (gain) sur disposition	3.1	4 934	497 718
▪ Reclassement - Propriétés destinées à la revente	3.2		196 510
	4	5 685 116	3 346 791
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(11 072)	(1 772 673)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	117 860	1 138 176
Revenus reportés	8	798 959	(73 734)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	196 510	(196 510)
Stocks de fournitures	11	12 282	(38 313)
Autres actifs non financiers	12	(55 805)	(2 719)
	13	6 743 850	2 401 018
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 635 942)	(6 782 509)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	728	376
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(6 635 214)	(6 782 133)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(24 300)	(3 749)
Remboursement ou cession	20	15 480	5 200
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(8 820)	1 451
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	4 736 200	4 117 200
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 204 118)	(3 794 032)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 253	28 458
Autres			
▪	28.1		
	29	534 335	351 626
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	634 151	(4 028 038)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 794 641	6 822 679
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 794 641	6 822 679
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 428 792	2 794 641

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Zotique est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

Le 5 août 2023, la Municipalité de Saint-Zotique a obtenu le statut de ville tel que publié dans la Gazette officielle du Québec de cette même date.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville inclut dans son périmètre comptable les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

Plage Saint-Zotique Inc. : 100 %
Centre récréatif de Saint-Zotique : 100%

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Saint-Zotique excluant les organismes qu'elle contrôle.

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations et la provision relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	7 à 30 ans
Bâtiments	5 à 30 ans
Véhicules	1 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	2 à 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût, établi selon la méthode du coût distinct, et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	713 707	2 081 928
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	2 715 085	712 713
Autres éléments	3,1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	3 428 792	2 794 641
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	3 428 792	2 794 641
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 428 792	2 650 006
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	2 412 700	2 174 500

Note

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 699 989 \$ (530 608 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 409 660 \$ (402 560 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	774 883	705 633
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 712 976	6 517 040
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 518 324	2 260 113
Organismes municipaux	13	593 742	381 423
Autres			
▪ Autres comptes à recevoir	14.1	356 996	186 662
▪ Droits de mutation	14.2	446 357	341 335
	15	10 403 278	10 392 206
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 545 715	4 600 970
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 545 715	4 600 970
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	37 804	29 324
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	176 916	199 071
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 421 347	5 283 818
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	102 180	37 433
Ministère de la Culture et des Communications	25	110 400	119 600
Autres ministères/organismes	26	902 133	877 118
	27	6 712 976	6 517 040

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à taux variant de 1.67 % à 4.36 % (2023 - 1.67 % à 4.36 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2035 et 2044 (2023 – 2035 et 2044).

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29	11 248	11 248
Autres			
▪ Prog. installation septique	30.1	76 043	67 223
	31	87 291	78 471
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Les prêts d'un montant de 76 043 \$ (2023 – 67 223 \$) portent intérêt à des taux variant de 2.41 % à 3.97 % (2023 - 2.41 % à 2.66 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2025 et 2039 (2023 – entre 2025 et 2034).

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une couverture de crédit bancaire de 2 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024) et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé est de 2 500 000\$.

La ville bénéficie également de plusieurs emprunts temporaires en lien avec des règlements d'emprunts pour des projets d'investissement. Le montant total autorisé sur ces emprunts est de 10 295 500 \$ et porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé est de 10 295 500\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 687 314	1 855 160
Salaires et avantages sociaux	44	353 473	292 558
Dépôts et retenues de garantie	45	723 129	503 112
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	7 782	34 844
▪ Intérêts courus DLT	47.2	136 282	105 953
	48	2 907 980	2 791 627

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	145 014	89 017
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	115 774	140 498
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus divers reportés	62.1	871 828	104 142
	63	1 132 616	333 657

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,60	2025	2054	64	25 147 300	24 615 218
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	25 147 300	24 615 218
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(123 808)	(126 061)
					72	25 023 492	24 489 157

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	1 725 800			1 725 800
2026	74	1 746 900			1 746 900
2027	75	1 550 800			1 550 800
2028	76	1 517 900			1 517 900
2029	77	1 459 700			1 459 700
2030 et plus	78	17 146 200			17 146 200
	79	25 147 300			25 147 300
Intérêts et frais accessoires					
	80				
	81	25 147 300			25 147 300

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices excluent les refinancements qui devront être réalisés aux échéances suivantes :

- 2025 : 4 063 700 \$
- 2026 : 6 295 000 \$
- 2027 : 3 821 900 \$
- 2028 : 3 124 800 \$
- 2029 : 2 983 000 \$

Total : 20 288 400 \$

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	216 289
Régimes de retraite des élus municipaux	89	30 820
	90	247 109
		208 758
		31 430
		240 188

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	65 909
Autres	93.1	
	94	65 909
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	64 402
Passifs engagés	96	62 929
Passifs réglés	97 ()	()
Charge de désactualisation ¹	98	1 507
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	1 473
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	65 909
		64 402

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note*Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le bâtiment de l'hôtel de ville et la maison de la famille.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2.34%
Période d'actualisation*	De 6 à 11 ans
Taux d'inflation	2.53%

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 62 000 \$ (62 000 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	20 804 777	519 100		21 323 877
Eaux usées	102	23 766 458	1 292 439		25 058 897
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	11 110 081	1 152 580		12 262 661
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	6 007 985	538 143		6 546 128
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	12 710 283	580 810		13 291 093
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 766 614	93 500		1 860 114
Ameublement et équipement de bureau	109	1 386 804	36 730		1 423 534
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 762 064	243 247	11 024	2 994 287
Terrains	111	5 026 001	2 001	2 001	5 026 001
Autres	112				
	113	85 341 067	4 458 550	13 025	89 786 592
Immobilisations en cours	114	1 788 323	2 177 392		3 965 715
	115	87 129 390	6 635 942	13 025	93 752 307
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	11 738 284	608 357		12 346 641
Eaux usées	117	13 671 697	735 633		14 407 330
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 760 283	542 787		6 303 070
Autres					
▪	119.1	2 137 848	282 822		2 420 670
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 824 234	412 274		3 236 508
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	772 064	151 119		923 183
Ameublement et équipement de bureau	124	1 116 769	107 672		1 224 441
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 058 823	186 305	7 363	2 237 765
Autres	126				
	127	40 080 002	3 026 969	7 363	43 099 608
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	47 049 388			50 652 699
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130				
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	196 510
	135	196 510
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	196 510

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances et autres	143.1	242 578
Autres		
▪	144.1	
	145	242 578
		186 773

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats d'enlèvement des matières résiduelles et d'autres obligations, la ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 2 169 073 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025	968 792 \$
2026	602 377 \$
2027	597 904 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 1 708 749 \$ seront reçues sur une période de 20 ans. L'échéancier d'encaissement de ces subventions pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit :

2025	167 031 \$
2026	159 377 \$
2027	151 471 \$
2028	143 309 \$
2029	134 880 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à près de 2 367 300 \$ pour certaines et dont il n'est pas possible d'estimer le montant en cause pour d'autres, ont été entreprises contre la ville. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale puisque les organismes du périmètre comptable de la ville n'ont pas adopté de budget pour l'exercice 2024.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités), aux prêts et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	8 394 721	8 741 915
En souffrance ^[1] :		
moins de 30 jours	31 892	410
de 30 à 60 jours	63 378	35 568
plus de 60 jours	81 608	26 666
	8 571 599	8 804 559
Moins la provision pour créances douteuses	(37 804)	(29 323)
	8 533 795	8 775 236

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	29 323
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	8 481
Montants recouverts	-
Solde à la fin	37 804

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées aux prêts sur les fosses septiques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 779 758	-	-	-	-	2 779 758
Intérêts courus à payer	136 282	-	-	-	-	136 282
Dettes	1 725 800	4 815 600	2 801 000	15 804 900	25 147 300	
	4 641 840	4 815 600	2 801 000	15 804 900	28 063 340	

	2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	2 696 744	-	-	-	-	2 696 744
Intérêts courus à payer	105 953	-	-	-	-	105 953
Dettes	1 675 643	4 918 211	2 872 265	15 149 100	24 615 219	
	4 478 340	4 918 211	2 872 265	15 149 100	27 417 916	

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 232 384	-	3 232 384
Prêts	76 044	-	76 044
Placements de portefeuille	-	-	-
Débiteurs	5 707 132	-	5 707 132
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	25 147 300	-	25 147 300

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 546 310	-	2 546 310
Prêts	67 223	-	67 223
Placements de portefeuille	-	-	-
Débiteurs	3 958 285	-	3 958 285
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	24 615 218	-	24 615 218

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 161 317 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (180 434 \$ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées ou reclassées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Budget 2024	Réalizations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	11 852 333	12 920 000	13 182 694				13 182 694
Compensations tenant lieu de taxes	2	176 615	218 800	173 888				173 888
Quotes-parts	3							
Transferts	4	1 146 479	848 700	1 326 618				1 326 618
Services rendus	5	1 491 175	1 662 300	1 730 463				1 730 463
Imposition de droits	6	1 566 366	1 731 800	1 768 891				1 768 891
Amendes et pénalités	7	59 064	50 050	24 831				24 831
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	402 560	240 100	409 660				409 660
Autres revenus	10	(384 430)	113 200	368 197				368 197
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	16 310 162	17 784 950	18 985 242				18 985 242
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 415 983	1 468 300	1 192 298				1 192 298
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	715 335						
Autres	18	103 222		225 770				225 770
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
Effet net des opérations de restructuration	20							
	21	2 234 540	1 468 300	1 418 068				1 418 068
	22	18 544 702	19 253 250	20 403 310				20 403 310
Charges								
Administration générale	23	1 947 126	2 354 500	2 133 605	49 099			2 182 704
Sécurité publique	24	2 015 239	2 204 950	2 283 243	433 896			2 717 139
Transport	25	4 145 888	2 571 200	2 550 759	634 929			3 185 688
Hygiène du milieu	26	3 662 478	3 178 800	2 875 464	1 382 618			4 258 082
Santé et bien-être	27	49 695	52 200	52 169				52 169
Aménagement, urbanisme et développement	28	775 306	770 100	881 961	4 164			886 125
Loisirs et culture	29	2 681 654	3 065 000	3 164 836	522 263	130		3 687 229
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31	614 753	810 200	780 961				780 961
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 883 747	2 736 100	3 026 969	(3 026 969)			
	34	18 775 886	17 743 050	17 749 967		130		17 750 097
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(231 184)	1 510 200	2 653 343		(130)		2 653 213

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(231 184)	1 510 200	2 653 343	(130)	2 653 213	
Moins : revenus d'investissement	2	(2 234 540)	(1 468 300)	(1 418 068)	()	(1 418 068)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 465 724)	41 900	1 235 275	(130)	1 235 145	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	2 883 747	2 736 100	3 026 969		3 026 969	
Produit de cession	5	376		728		728	
(Gain) perte sur cession	6	497 718		4 934		4 934	
Réduction de valeur / Reclassement	7	196 510					
	8	3 578 351	2 736 100	3 032 631		3 032 631	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9			196 510		196 510	
Réduction de valeur / Reclassement	10	(196 510)					
	11	(196 510)		196 510		196 510	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12	5 200	5 400	15 480		15 480	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15	5 200	5 400	15 480		15 480	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 394 093)	(1 754 400)	(1 500 863)	()	(1 500 863)	
	18	(1 394 093)	(1 754 400)	(1 500 863)		(1 500 863)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(808 481)	(25 400)	(293 134)	()	(293 134)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 700 157		202 137		202 137	
Excédent de fonctionnement affecté	21	260 286	(843 700)	82 800		82 800	
Réserves financières et fonds réservés	22	59 118	(159 900)	(107 506)		(107 506)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	2 211 080	(1 029 000)	(115 703)		(115 703)	
	26	4 204 028	(41 900)	1 628 055		1 628 055	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 738 304		2 863 330	(130)	2 863 200	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 234 540	1 418 068	1 418 068
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	68 317)(	548 550)(	)( 548 550)
Sécurité publique	3 (	59 070)(	45 574)(	)( 45 574)
Transport	4 (	1 586 833)(	676 824)(	)( 676 824)
Hygiène du milieu	5 (	3 080 865)(	4 629 316)(	)( 4 629 316)
Santé et bien-être	6 ()))()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	498 095)(	2 002)(	)( 2 002)
Loisirs et culture	8 (	1 489 329)(	733 676)(	)( 733 676)
Réseau d'électricité	9 ()))()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))()
	11 (	6 782 509)(	6 635 942)(	)( 6 635 942)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	3 749)(	24 300)(	)( 24 300)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 942 700	1 088 200	1 088 200
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	808 481	293 134	293 134
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	450 694	538 397	538 397
Excédent de fonctionnement affecté	17	632 158	434 264	434 264
Réserves financières et fonds réservés	18	205 345	184 309	184 309
	19	2 096 678	1 450 104	1 450 104
	20	(2 746 880)	(4 121 938)	(4 121 938)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(512 340)	(2 703 870)	(2 703 870)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 792 509	3 427 378	1 414	3 428 792
Débileurs (note 5)	2	10 394 049	10 404 533		10 403 278
Prêts (note 6)	3	78 471	87 291		87 291
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	13 265 029	13 919 202	1 414	13 919 361
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 791 338	2 907 691	1 544	2 907 980
Revenus reportés (note 11)	12	333 657	1 132 616		1 132 616
Dettes à long terme (note 12)	13	24 489 157	25 023 492		25 023 492
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	64 402	65 909		65 909
	16	27 678 554	29 129 708	1 544	29 129 997
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 413 525)	(15 210 506)	(130)	(15 210 636)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	47 049 388	50 652 699		50 652 699
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	196 510			
Stocks de fournitures	20	356 925	344 643		344 643
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	186 773	242 578		242 578
	23	47 789 596	51 239 920		51 239 920
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 596 946	5 762 244	(130)	5 762 114
Excédent de fonctionnement affecté	25	876 947	792 381		792 381
Réserves financières et fonds réservés	26	753 113	1 201 310		1 201 310
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(296 200)	(225 200)		(225 200)
Financement des investissements en cours	28	(161 056)	(2 864 926)		(2 864 926)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	27 606 321	31 363 605		31 363 605
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	33 376 071	36 029 414	(130)	36 029 284
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 450 300	4 605 254	4 605 254	4 151 737
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 349 600	1 199 491	1 199 621	1 080 319
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	7 426 950	7 242 745	7 242 745	9 116 245
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	742 123	719 024	719 024	555 471
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	49 577	48 034	48 034	37 108
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	18 500	13 903	13 903	22 174
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	966 800	886 066	886 066	906 413
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 736 100	3 026 969	3 026 969	2 883 747
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1	3 000	8 481	8 481	20 394
▪ Réclamations domm. et intérêts	21.2	100			2 278
	22	17 743 050	17 749 967	17 750 097	18 775 886

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 762 114	4 596 946
Excédent de fonctionnement affecté	2	792 381	876 947
Réserves financières et fonds réservés	3	1 201 310	753 113
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	225 200)(	296 200)
Financement des investissements en cours	5	(2 864 926)	(161 056)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 363 605	27 606 321
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	36 029 284	33 376 071
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 762 244	4 596 946
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(130)	
	11	5 762 114	4 596 946
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Autres	12,1	459 130	571 151
▪ Infrastructures	12,2	243 251	240 467
▪ Bibliothèque	12,3		5 329
▪ Rôle d'évaluation	12,4	90 000	60 000
	13	792 381	876 947
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14,1		
	15		
	16	792 381	876 947

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Eau - Vidange des étangs	17.1	135 608	66 921
	18	135 608	66 921
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	996 530	611 020
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	172	31 172
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	69 000	44 000
Autres			
▪	30.1		
	31	1 065 702	686 192
	32	1 201 310	753 113

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43.1 ()(
▪	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	49.1 ()(
▪	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	55.1 ()(
▪ Dette de fonctionnement	225 200)(	296 200)
	56 (	225 200)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62	
	63 (	225 200)(
		296 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 500 784	686 285
Investissements à financer	65 (3 365 710)(	847 341)
	66 (2 864 926)	(161 056)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 50 652 699	47 049 388
Propriétés destinées à la revente	68	196 510
Prêts	69 87 291	78 471
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 50 739 990	47 324 369
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 50 739 990	47 324 369
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (25 023 492)(	24 489 157)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (123 808)(	126 061)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 5 545 715	4 600 970
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 225 200	296 200
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (19 376 385)(	19 718 048)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (19 376 385)(	19 718 048)
	83 31 363 605	27 606 321

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	<u>1</u>	
Description des régimes et autres renseignements			
La comptabilisation des coûts des régimes de retraite aux bénéficiaires des employés de la Ville est basée sur les déboursés aux fins de capitalisation des régimes. Pour la Ville, la cotisation totale annuelle pour couvrir des cotisations des participants au régime est de 7,00% du salaire des employés syndiqués et de 8,50% pour les employés cadres.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	216 289	208 758
Autres régimes	115		
	116	216 289	208 758

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	<u>7</u>	<u>7</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	8 638	8 690
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	29 111	29 286
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	1 709	2 144
	121	30 820	31 430

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
	Taxe foncière générale	1	7 352 726	7 352 726	6 635 337
Taxes spéciales					
	Service de la dette	2	1 275 864	1 275 864	1 092 732
	Activités de fonctionnement	3	234 599	234 599	228 437
	Activités d'investissement	4			
	Réserve financière pour le service de l'eau	5	68 687	68 687	66 427
	Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
	Service de la dette	7			
	Activités de fonctionnement	8			
	Activités d'investissement	9			
Autres					
		10			
		11	8 931 876	8 931 876	8 022 933
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
	Eau	12	2 031 086	2 031 086	1 601 541
	Égout	13			
	Traitement des eaux usées	14			
	Matières résiduelles	15	874 818	874 818	951 436
Autres					
	▪ Permis de roulotte	16.1	240	240	240
	▪ Taxes sur les canaux	16.2	176 417	176 417	214 395
	▪ Taxes - contrôle animalier	16.3			(9)
	▪ Taxes entretien des chemins	16.4	637 254	637 254	613 480
	Centres d'urgence 9-1-1	17	46 114	46 114	38 000
	Service de la dette	18	484 889	484 889	410 317
	Pouvoir général de taxation	19			
	Activités de fonctionnement	20			
	Activités d'investissement	21			
		22	4 250 818	4 250 818	3 829 400
Taxes d'affaires					
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
	Autres	24			
		25			
		26	4 250 818	4 250 818	3 829 400
		27	13 182 694	13 182 694	11 852 333

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
	Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
	Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
	Compensations pour les terres publiques	30		
	Immeubles des réseaux			
	Santé et services sociaux	31		
	Cégeps et universités	32		
	Écoles primaires et secondaires	33	168 252	168 252
	Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		171 677
		35	168 252	171 677
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
	Taxes sur la valeur foncière	36		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	37	5 636	5 636
	Taxes d'affaires	38		4 938
		39	5 636	4 938
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	Taxes sur la valeur foncière	40		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	41		
		42		
AUTRES				
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
	Autres	44		
		45		
		46	173 888	173 888
				176 615

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	58 111	58 111	68 044
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55	54 678	54 678	27 779
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	222 380	222 380	48 298
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	24 671	24 671	426 177
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	27 750	27 750	176 484
Réseaux d'égout	66	40 577	40 577	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	143 583	143 583	153 222
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	90 011	90 011	
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	75		
	Autres	76		
	Sécurité du revenu	77		
	Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	79		
	Rénovation urbaine	80		
	Promotion et développement économique	81		
	Autres	82		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	83	42 615	39 541
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	84	63 287	52 646
	Autres	85	7 500	2 000
	Réseau d'électricité	86		
		87	775 163	994 191

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94				
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96	61 433	61 433		
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	517 414	517 414	33 502	
Réseau de distribution de l'eau potable	105				
Traitement des eaux usées	106	481 202	481 202	714 596	
Réseaux d'égout	107				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111				
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	132 249	667 885
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	125		
	Autres	126		
	Réseau d'électricité	127		
		128	1 192 298	1 415 983

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
	Péréquation	130		
	Neutralité	131		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
	Fonds de développement des territoires	134		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	511 121	152 288
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
	Autres	138	40 334	
		139	551 455	152 288
	TOTAL DES TRANSFERTS	140	2 518 916	2 562 462

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	35	35	1
	144	35	35	1
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	110 781	110 781	102 112
Sécurité civile				
Autres	149			
	150	110 781	110 781	102 112
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif				
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
160				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	161			
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	33 512	33 512	31 637
Autres	165			
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
	169	33 512	33 512	31 637

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	144 328	133 750
		144 328	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	17 145	17 145	13 563
Autres	187			
	188	17 145	17 145	13 563
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	6 357	6 357	6 202
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201	153	153	237
Autres	202			
	203	6 510	6 510	6 439
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206	3 285	3 285	22 237
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210	175 695	175 695	7 805
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	178 980	178 980	30 042

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	125	125	
	219	125	125	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	2 000	2 000	
	224	2 000	2 000	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 375 961	1 375 961	1 302 695
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	5 414	5 414	4 686
Autres	227			
	228	1 381 375	1 381 375	1 307 381
Réseau d'électricité	229			
	230	1 586 135	1 586 135	1 357 425
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 730 463	1 730 463	1 491 175

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	293 828	293 828	107 860
Droits de mutation immobilière	233	1 475 063	1 475 063	1 458 506
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	1 768 891	1 768 891	1 566 366
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	24 831	24 831	59 064
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	409 660	409 660	402 560
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(4 934)	(4 934)	(497 718)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	315 000	315 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			715 335
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	283 901	283 901	216 510
	250	593 967	593 967	434 127
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	361 838		361 838	310 319
Greffe et application de la loi	2	375 615		375 615	223 505
Gestion financière et administrative	3	1 216 422	49 099	1 265 521	1 189 767
Évaluation	4	62 802		62 802	61 080
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Autres	6.1	116 928		116 928	203 109
	7	2 133 605	49 099	2 182 704	1 987 780
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	1 146 787		1 146 787	1 039 594
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	1 032 252	433 896	1 466 148	1 281 363
Sécurité civile	11	50 989		50 989	87 248
Autres	12	53 215		53 215	64 508
	13	2 283 243	433 896	2 717 139	2 472 713
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 365 452	634 929	2 000 381	1 926 910
Enlèvement de la neige	15	465 258		465 258	494 506
Éclairage des rues	16	76 144		76 144	66 706
Circulation et stationnement	17	32 344		32 344	41 479
Transport collectif					
Transport en commun	18	247 323		247 323	215 549
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	364 238		364 238	1 969 458
	22	2 550 759	634 929	3 185 688	4 714 608

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	474 192	275 889	750 081	852 879
Réseau de distribution de l'eau potable	24	248 117	371 097	619 214	1 004 634
Traitement des eaux usées	25	253 144	383 748	636 892	928 618
Réseaux d'égout	26	489 779	351 884	841 663	842 016
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	262 441		262 441	270 648
Élimination	28	228 827		228 827	253 078
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	342 439		342 439	346 780
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31	482 209		482 209	317 787
Traitement	32				
Matériaux secs	33	50 278		50 278	47 732
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	3 992		3 992	19 910
Protection de l'environnement	38	6 182		6 182	26 863
Autres	39	33 864		33 864	35 553
	40	2 875 464	1 382 618	4 258 082	4 946 498
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	52 169		52 169	49 695
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44				
	45	52 169		52 169	49 695

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024		Total	Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	576 633	4 164	580 797	665 408
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	75 009		75 009	75 129
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52	230 319		230 319	38 935
	53	881 961	4 164	886 125	779 472
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	405 809	13 286	419 095	560 246
Patinoires intérieures et extérieures	55	251 455	91 866	343 321	360 317
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 015 382	90 908	1 106 290	931 685
Parcs et terrains de jeux	57	758 893	205 178	964 071	592 541
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	226 833		226 833	203 908
	61	2 658 372	401 238	3 059 610	2 648 697
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	500 914	121 025	621 939	556 563
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65	5 550		5 550	5 107
Autres	66				
	67	506 464	121 025	627 489	561 670
	68	3 164 836	522 263	3 687 099	3 210 367

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	699 989	699 989	699 989	530 608
Autres frais	71	67 069	67 069	67 069	61 971
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	13 903	13 903	13 903	22 174
	74	780 961	780 961	780 961	614 753
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 026 969 (	3 026 969)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Saint-Zotique | 71025 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	512 165	512 165	433 837
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 106 530	4 106 530	2 604 439
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	530 427	530 427	1 312 247
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	538 143	538 143	771 659
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	573 199	573 199	408 183
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	93 499	93 499	377 713
Ameublement et équipement de bureau	18	36 730	36 730	27 733
Machinerie, outillage et équipement divers	19	243 247	243 247	201 103
Terrains	20	2 002	2 002	645 595
Autres	21			
	22	6 635 942	6 635 942	6 782 509

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	2023
		2024		
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	512 165	512 165	433 837
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	4 106 530	4 106 530	2 604 439
Autres infrastructures	5	1 068 570	1 068 570	2 083 906
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	948 677	948 677	1 660 327
	12	6 635 942	6 635 942	6 782 509

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	31 172		31 000	172
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	5 556 695	82 400	346 618	5 292 477
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 426 381	1 005 800	1 123 245	14 308 936
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	20 014 248	1 088 200	1 500 863	19 601 585
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 600 970	1 235 300	290 555	5 545 715
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	4 600 970	1 235 300	290 555	5 545 715
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	4 600 970	1 235 300	290 555	5 545 715
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 600 970	1 235 300	290 555	5 545 715
	19	24 615 218	2 323 500	1 791 418	25 147 300
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	24 615 218	2 323 500	1 791 418	25 147 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	25 147 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 365 710
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
▪		
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	172
Débiteurs	8	5 545 715
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	500 784
Autres	11.1	
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	22 466 339
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	22 466 339
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	165 071
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	22 631 410
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	22 631 410
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		501
	Évaluation	2	62 802	61 080
	Autres	3	67 647	73 770
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	10 179	7 104
	Sécurité civile	6		
	Autres	7	19 098	11 427
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9		
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12	409 752	424 815
	Cours d'eau	13	3 992	19 910
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15	33 864	35 553
Santé et bien-être				
	Habitation	16	52 169	49 695
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	113 391	115 122
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	75 009	75 129
	Autres	21	18 396	12 180
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23	19 767	20 127
Réseau d'électricité				
		24		
		25	886 066	906 413

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**Non audité**

		2024	2023
Rémunération	1	13 293	23 984
Charges sociales	2	2 346	6 640
Biens et services	3	6 620 303	6 751 885
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 635 942	6 782 509

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,72	40,00	16 050,00	974 077	251 337	1 225 414
Professionnels	2	4,29	40,00	8 932,00	461 726	147 881	609 607
Cols blancs	3	15,64	34,50	28 057,00	1 067 071	326 875	1 393 946
Cols bleus	4	29,36	40,00	61 060,00	1 416 112	354 249	1 770 361
Policiers	5						
Pompiers	6	3,70	40,00	10 882,00	403 384	74 902	478 286
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	60,71		124 981,00	4 322 370	1 155 244	5 477 614
Élus	9	7,00			296 177	46 593	342 770
	10	67,71			4 618 547	1 201 837	5 820 384

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	15 916	158 122	368 047	542 085
Réseau de distribution de l'eau potable	3				
Traitement des eaux usées	4	25 233	147 055	336 664	508 952
Réseaux d'égout	5	40 577			40 577
Autres	6	973 187	101 848	98 320	1 427 302
	7	1 054 913	407 025	803 031	2 518 916

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	98 746	86 094
	4	98 746	86 094
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	101 678	103 291
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	101 678	103 291
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	131 148	80 760
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	2 049	2 276
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	133 197	83 036
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	27 771	44 460
Réseau de distribution de l'eau potable	18	97 457	25 919
Traitement des eaux usées	19	13 483	
Réseaux d'égout	20	183 826	121 908
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	322 537	192 287
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	85 389	90 712
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	85 389	90 712
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	39 414	29 241
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		30 092
Autres	40		
	41	39 414	59 333
Réseau d'électricité			
	42		
	43	780 961	614 753

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Yvon Chiasson	1.1 Maire	65 868	19 422	17 889	
Patrick Lecuyer	1.2 Conseiller	18 953	9 477		
Éric Lachance	1.3 Conseiller	18 953	9 477		
Jonathan Anderson	1.4 Conseiller	18 953	9 477		
Jean-Pierre Daoust	1.5 Conseiller	18 953	9 477		
Yannick Guay	1.6 Conseiller	18 953	9 477		
Paul Forget	1.7 Conseiller	18 953	9 477		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 585 231 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ 978 750 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Règlement 762 : 6 750\$, 958 500\$ et 13 500\$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

61 _____ \$

b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 2019-10-468

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-10-15

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 1 414

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 713

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.